

Nous vous remercions de votre courriel du 9 mars dernier dans lequel vous demandiez, au nom du réseau des services techniques de l'Association canadienne des bibliothèques, des informations concernant le remplacement du système AMICUS de Bibliothèque et Archives Canada par l'OCLC (Online Computer Library Center).

Depuis l'automne 2012, dans le cadre de la table ronde des utilisateurs du Catalogue collectif national, Bibliothèque et Archives Canada collabore activement avec le milieu des bibliothèques au sujet du remplacement d'AMICUS. Les commentaires du milieu sont toujours les bienvenus. Bien que nous ne puissions révéler les détails de notre position durant les négociations avec l'OCLC, nous croyons avoir bien cerné les enjeux et nous mettons tout en œuvre pour bien défendre les intérêts du milieu des bibliothèques.

Voici un résumé des questions soulevées par le réseau des services techniques de l'Association canadienne des bibliothèques, accompagné de la réponse de Bibliothèque et Archives Canada.

Accès : Le Catalogue collectif national et AMICUS devraient être gratuits et librement accessibles à toutes les bibliothèques du Canada, en particulier aux petites bibliothèques

En vue des présentes négociations, Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a réalisé en 2013 une enquête auprès des associations canadiennes de bibliothèques. Celle-ci a révélé que près de la moitié des répondants mettent en doute leur capacité – et parfois leur volonté – de payer pour un catalogue collectif amélioré. BAC recherche donc un modèle de catalogue dont le coût sera minimal pour le milieu des bibliothèques. Le soutien financier destiné aux bibliothèques de petite et moyenne tailles sera au cœur de ses négociations avec l'OCLC.

Comme vous le savez, à l'heure actuelle, il n'en coûte rien pour effectuer des recherches dans le système WorldCat de l'OCLC.

Transparence : Manque d'accès à l'information sur les facteurs qui motivent les décisions de l'OCLC

L'OCLC est une coopérative à but non lucratif qui aide les bibliothèques du monde entier à partager de l'information et à réduire leurs coûts en misant sur la collaboration. Ses interventions et ses investissements sont guidés par les besoins des bibliothèques membres. La coopérative reposant sur une structure de gouvernance partagée, les bibliothécaires peuvent participer à sa gestion et déterminer ses orientations.

Transparence : Propriété des notices et droit de les distribuer gratuitement

En ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, le préavis d'adjudication de contrat de BAC pour le remplacement d'AMICUS précise que le fournisseur de services doit certifier qu'il se conforme (ou va se conformer) aux exigences relatives à l'attribution de la propriété des données concernant les notices bibliographiques individuelles. BAC s'est engagé à ce que les données actuellement contenues dans AMICUS demeurent un bien public accessible à tous les Canadiens.

Par ailleurs, bien que l'OCLC soit basé aux États-Unis, il est incorporé à titre de coopérative internationale à but non lucratif. Ses membres proviennent de 170 pays, dont le Canada. Des centaines de bibliothèques canadiennes et plusieurs réseaux régionaux dynamiques utilisent déjà ses services. Soyez assurés que le patrimoine documentaire et les métadonnées du Canada demeureront sous le contrôle et la direction de BAC.

Transparence : Rendre publics les détails des négociations avec l'OCLC et donner la possibilité d'y contribuer

Depuis 2012, BAC a organisé quatre téléconférences sur le remplacement d'AMICUS avec la table ronde des utilisateurs du Catalogue collectif national (dont font partie les présidents et directeurs généraux des principales associations de bibliothèques au Canada). Les questions soulevées lors de ces réunions occupent une place centrale dans nos négociations avec l'OCLC. Par ailleurs, BAC ne peut révéler aucun des points en négociation pendant que les discussions se poursuivent avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Nous prévoyons mettre la touche finale au contrat au cours du printemps 2015; nous pourrions alors informer le milieu canadien des bibliothèques et les autres intervenants concernés par AMICUS.

Technologie : Technologie accessible (en particulier pour les bibliothèques en régions éloignées, équipées d'accès Internet plus anciens) et prise en charge des jeux de caractères en diverses langues

Avant de choisir une solution pour remplacer AMICUS, BAC veillera à ce que toutes les options envisagées répondent à un certain nombre de critères d'accessibilité obligatoires.

Depuis 2013, le gouvernement du Canada s'est doté de lignes directrices en matière de facilité d'emploi des sites Web afin que tous les Canadiens puissent trouver en ligne l'information dont ils ont besoin. BAC prévoit appliquer ces lignes directrices et s'attend à ce que l'OCLC offre à cet égard des performances similaires ou supérieures à celles de notre site Web actuel.

En outre, l'OCLC prend déjà en charge les jeux de caractères dans plusieurs langues, et la base de données WorldCat prend en charge la plupart des jeux de caractères Unicode. Les données peuvent être créées en caractères arabes, chinois, japonais, coréens, thaïlandais, hébreux et cyrilliques, en caractères syllabiques des langues autochtones du Canada, et en bien d'autres encore.

Normes et politiques canadiennes : Autorités Canadiana

L'OCLC sait que BAC exige des notices d'autorité en français et en anglais, et nous allons réfléchir à la meilleure façon de collaborer à ce chapitre.

Une des options examinées consiste à fusionner nos vedettes en anglais avec celles du Name Authority Cooperative Program de la Bibliothèque du Congrès. Pour ce qui est des autorités en langue française, nous analyserons la question avec l'OCLC et d'autres bibliothèques de langue française qui ont recours à ses services. On envisage, entre autres possibilités, celle de créer un programme parallèle pour les autorités en langue française.

Normes et politiques canadiennes : *Canadian Subject Headings*

BAC s'est engagé à poursuivre l'élaboration du répertoire *Canadian Subject Headings* dans la mesure de ses ressources actuelles, et examine différentes options concernant la meilleure manière de procéder en collaboration avec l'OCLC. BAC continue à soutenir financièrement l'Université Laval afin de contribuer au maintien du Répertoire de vedettes-matières.

Normes et politiques canadiennes : Identité canadienne en matière de catalogage et multiples notices

BAC prépare actuellement des interprétations des règles pour la norme *Ressources : Description et accès* (RDA); il les partagera ensuite avec l'ensemble des catalogueurs canadiens. Il continuera de permettre la création de plusieurs notices pour un même document, afin de tenir compte des diverses préférences en matière de catalogage.

En résumé, BAC s'engage à informer régulièrement le milieu canadien des bibliothèques de l'état d'avancement du projet, tout comme les autres intervenants concernés par le remplacement d'AMICUS. En tant que principaux utilisateurs du Catalogue collectif national, vos commentaires et votre participation au processus sont essentiels à notre réussite. Nous sommes reconnaissants au réseau des services techniques d'avoir préparé ces commentaires, et nous remercions l'Association canadienne des bibliothèques de les avoir portés à notre attention.

Comme nous le disions, BAC communiquera avec l'ensemble du milieu des bibliothèques dès qu'un contrat sera établi. D'ici là, si vous avez d'autres questions ou

commentaires concernant le processus, n'hésitez pas à contacter Diane Beattie, directrice, Division de la description, au 819-994-6879.